

# Estonie

L'économie s'affaiblira considérablement à mesure que les effets de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine se généraliseront. La croissance du PIB réel devrait ralentir pour s'établir à 0.5 % en 2023 en raison du fléchissement de la demande intérieure et de la dégradation de l'environnement extérieur, malgré l'appui apporté par la politique budgétaire. La croissance rebondira en 2024 pour se hisser à 3.2 %. Quant à l'inflation, elle devrait atteindre un point culminant d'ici la fin de l'année, mais elle devrait rester élevée en 2023 et ne commencer à refluer qu'au moment où les capacités inutilisées dans l'économie augmenteront.

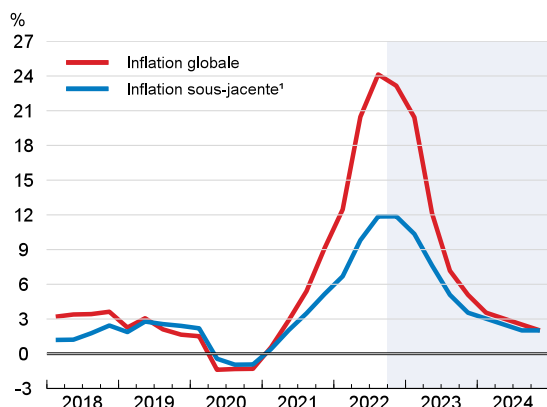
Pour éviter d'accentuer davantage les tensions inflationnistes, les mesures budgétaires devraient être temporaires, cibler les groupes vulnérables et apporter une aide aux réfugiés. À moyen terme, une intégration aboutie de ces derniers et des programmes de reconversion pourraient contribuer à atténuer les tensions sur le marché du travail. De nouveaux investissements dans la sécurité et les infrastructures énergétiques permettront de renforcer la résilience.

## L'économie ralentit

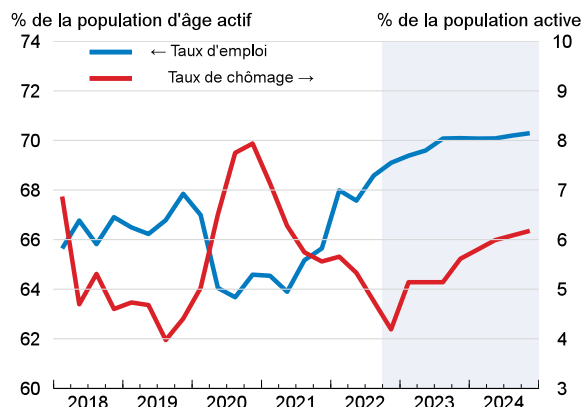
L'économie estonienne s'était vigoureusement redressée en 2021, affichant une croissance de 8.1 %, mais elle a commencé à s'essouffler au premier semestre de 2022, bridée par le niveau élevé des prix de l'énergie, les perturbations des chaînes d'approvisionnement et les tensions sur le marché du travail. L'inflation globale mesurée par la hausse des prix à la consommation dans le pays est l'une des plus élevées de l'Union européenne (EU) et s'est établie à 22.5 % en octobre. Soutenue par une diminution de l'épargne, la consommation privée s'est affermie au premier semestre de 2022. L'entrée des réfugiés ukrainiens sur le marché du travail estonien a permis d'atténuer certaines tensions, et le taux de chômage a atteint 5.7 % en septembre, mais les entreprises continuent malgré tout de citer les pénuries de main-d'œuvre comme le principal obstacle à l'augmentation de la production, en particulier dans les secteurs des services et de la construction. La confiance des entreprises et celle des consommateurs se sont effritées depuis le début de l'année, et les commandes à l'exportation s'inscrivent en baisse.

## Estonie

Les tensions inflationnistes sont apparues avant le choc d'offre énergétique actuel



Le marché du travail reste tendu



1. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, produits alimentaires, alcool et tabac.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 112.

## Estonie : Demande, production et prix


	2019	2020	2021	2022	2023	2024
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
<b>Estonie</b>						
<b>PIB aux prix du marché</b>	27.7	-0.4	8.1	0.8	0.5	3.2
Consommation privée	13.9	-1.1	6.7	2.2	-0.4	4.1
Consommation publique	5.4	2.9	3.9	0.1	0.6	1.6
Formation brute de capital fixe	6.9	20.6	7.0	-14.6	5.2	4.1
Demande intérieure finale	26.3	5.8	6.9	-3.3	1.2	3.6
Variation des stocks <sup>1</sup>	0.3	0.3	0.9	3.9	0.0	0.0
Demande intérieure totale	26.6	5.1	6.6	0.5	1.0	3.2
Exportations de biens et services	20.5	-5.3	20.0	-1.1	3.3	5.0
Importations de biens et services	19.4	0.2	21.4	-0.8	3.6	5.0
Exportations nettes <sup>1</sup>	1.1	-4.0	-0.9	-0.2	-0.2	0.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	–	-0.6	5.8	15.2	7.2	2.9
Indice des prix à la consommation harmonisé	–	-0.6	4.5	20.2	10.8	2.8
IPCH sous-jacent <sup>2</sup>	–	0.0	2.8	10.1	6.6	2.4
Taux de chômage (% de la population active)	–	6.8	6.2	5.0	5.3	6.0
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	–	10.5	8.3	2.7	0.6	-6.2
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	–	-5.5	-2.4	-2.7	-3.5	-2.3
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	–	24.8	24.4	29.0	33.2	35.8
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht <sup>3</sup> (% du PIB)	–	18.6	17.6	17.8	19.1	19.7
Balance des opérations courantes (% du PIB)	–	-1.0	-2.3	-1.4	-1.4	-0.3

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors produits alimentaires, énergie, alcool et tabac.

3. Selon la définition de Maastricht, la dette des administrations publiques comprend uniquement les crédits, les titres de créance et les numéraires et dépôts, la dette étant exprimée en valeur nominale et non à sa valeur de marché.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 112.

StatLink  <https://stat.link/yvd8nc>

Les répercussions de la guerre en Ukraine sur l'Estonie ont été relativement modérées jusqu'à présent, notamment grâce à la résilience du secteur financier intérieur, tandis que les conséquences des sanctions imposées à la Russie ne devraient se faire pleinement sentir sur les échanges qu'au deuxième semestre de l'année. La part de la Russie dans les exportations estoniennes était inférieure à 2 % avant cette année. À ce jour, quelque 56 000 Ukrainiens, dont un peu plus de la moitié sont des enfants, se sont installés en Estonie, ce qui correspond à environ 4 % de la population de ce pays d'accueil. Les prix élevés de l'énergie expliquent pour moitié environ l'inflation globale et se sont rapidement répercutés sur les autres pans de l'économie. Jusqu'ici, la demande de gaz a été satisfaite par le gaz naturel liquéfié (GNL) provenant de Lituanie et par la nouvelle unité centrale de stockage achetée dans un terminal letton. Des investissements supplémentaires devant permettre à l'Estonie d'amplifier sa capacité de stockage sont en cours. La politique budgétaire a amorti une partie de l'impact des prix élevés de l'énergie, une loi de finances rectificative adoptée en milieu d'année ayant relevé les prestations sociales et les aides aux réfugiés et accru les ressources affectées à la défense.

## Trouver un juste équilibre entre soutien aux plus vulnérables et nécessité de maîtriser l'inflation

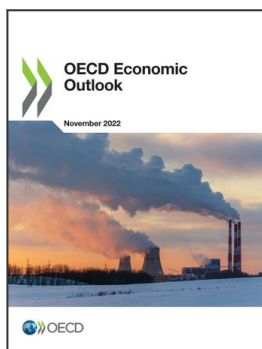
En 2023, la politique budgétaire continuera de soutenir les ménages et les entreprises face à la hausse du coût de la vie. Le salaire minimum sera relevé de 11 % et les salaires de certains groupes dans le secteur public (comme les enseignants et les membres des forces de police), de 15 %. Le gouvernement a entrepris d'accroître les dépenses de protection sociale et d'alléger la charge fiscale sur les revenus en 2023. Ces mesures viennent s'ajouter au plafonnement temporaire des prix de l'énergie adopté en faveur des ménages et des petites entreprises. L'Estonie bénéficie en outre des financements accordés au titre du Fonds de cohésion de l'UE. La montée des taux d'intérêt dans la zone euro bridera la croissance, mais ces taux demeureront faibles par rapport à la croissance sous-jacente de l'économie estonienne, ce qui plaidera en faveur d'un durcissement de la politique budgétaire.

## L'économie devrait ralentir dans un contexte de forte inflation et de grande incertitude

La croissance du PIB réel devrait se tasser pour s'établir à 0.5 % l'année prochaine, avant de rebondir à 3.2 % en 2024. L'important degré d'incertitude et la dégradation de la confiance des consommateurs et des entreprises freineront considérablement l'essor de la demande intérieure en 2023. L'assombrissement des perspectives économiques des principaux partenaires commerciaux de l'Estonie pèsera en outre sur la croissance de la demande extérieure. La politique budgétaire permettra cependant d'amortir le repli de l'activité en 2023. L'inflation refluera parallèlement à l'augmentation des capacités inutilisées dans l'économie pour atteindre 2.8 % en 2024. Les perspectives restent entourées d'incertitudes et de risques considérables, qui sont orientés à la baisse. Une nouvelle escalade de la guerre accentuerait l'incertitude et exacerberait l'inflation. Des perturbations de l'approvisionnement énergétique en Europe pénaliseraient l'activité tant en Estonie que chez ses partenaires commerciaux. Par ailleurs, l'inflation pourrait s'avérer plus durable que prévu si les tensions sur les salaires venaient à prendre de l'ampleur. À l'inverse, un dénouement rapide de la guerre réduirait l'incertitude et affaiblirait les tensions inflationnistes.

## Les mesures appliquées doivent préserver les incitations aux économies d'énergie, renforcer le réseau d'énergie et favoriser la transition écologique

La politique budgétaire devrait continuer de protéger les plus vulnérables contre l'inflation, mais il convient de mieux cibler les aides afin de ne pas accentuer les tensions inflationnistes, qui sont déjà importantes. Les mesures adoptées devraient en outre ne pas compromettre les incitations aux économies d'énergie. La diversification des importations énergétiques et l'amélioration du réseau d'énergie et de la sécurité énergétique, ainsi qu'il est prévu, renforceraient la résilience de l'économie ainsi que les moyens de parvenir à une croissance plus verte. Enfin, une véritable intégration des réfugiés contribuerait à pallier les pénuries chroniques de compétences.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 2**

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/f6da2159-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2022), « Estonie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/a61534f5-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :  
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.